

Section 4. — Informations

Art. 9. Dans les trente jours de la demande des sociétés de gestion ou de leur mandataire, l'exploitant de lieu(x) de projection audiovisuelle ou de drive-in, ainsi que l'organisateur de festival(s) sont tenus de leur fournir par écrit et par lieu ou local tel que leur fournir par écrit et par lieu ou local tel que défini à l'article 3, § 1^{er}, § 2 ou § 3 les informations suivantes, au moyen d'un formulaire approprié :

— son nom ou sa raison sociale, l'adresse, le numéro d'immatriculation au registre de commerce, le numéro de T.V.A., ainsi que le nom et la qualité de la personne chargée de la gestion journalière et de la communication des informations;

— le nombre de places assises ou d'emplacements de véhicules que comporte(nt) le ou les lieux définis à l'article 3, § 1^{er}, § 2 ou § 3.

— s'il y a diffusion de musique;

— la nature de la source sonore et le genre de musique;

— la date du début d'exploitation si celle-ci est postérieure au 1^{er} janvier 1999.

Art. 10. L'exploitant de lieu(x) de projection audiovisuelle et de drive-in, ainsi que l'organisateur de festival(s) doivent permettre aux sociétés de gestion ou à leur mandataire de vérifier les informations transmises en exécution de l'article 9, ainsi que de réunir tous les renseignements qui permettent la répartition des droits.

L'exploitant de lieu(x) de projection audiovisuelle, de drive-in ainsi que l'organisateur de festival(s) doivent permettre aux sociétés de gestion ou à leur mandataire d'accéder gratuitement aux lieux définis à l'article 3, § 1^{er}, § 2 ou § 3, à tout moment pendant les heures d'ouverture régulières de ceux-ci, sans notification préalable.

Section 5. — Disposition transitoire finale

Art. 11. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Les tarifs de la rémunération équitable sont valables du 1^{er} janvier 1999 au 31 décembre 2004.

Le paiement à partir du 1^{er} janvier 1999 jusqu'au 31 décembre 2004 des montants dus en application de la présente convention libère son débiteur du paiement de la rémunération équitable depuis l'entrée en vigueur de l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 jusqu'au 31 décembre 2004.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 13 décembre 1999.

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Afdeling 4. — Inlichtingen

Art. 9. Binnen de dertig dagen die volgen op het verzoek van de beheersmaatschappijen of hun mandataris, dient de uitbater van een lokaal/lokalen voor audiovisuele voorstelling of van de drive-in(s), evenals de organisator van festival(s) hen door middel van een speciaal formulier schriftelijk en per plaats of lokaal, zoals bepaald in artikel 3, § 1, § 2 of § 3 de volgende inlichtingen te verschaffen :

— zijn naam of firmanaam, het adres, het inschrijvingsnummer in het handelsregister, het BTW-nummer, alsook de naam en de hoedanigheid van de persoon die met het dagelijks beheer en het verschaffen van de inlichtingen belast is;

— het aantal zitplaatsen of autostandplaatsen van de in het artikel 3, § 1, 6 2 of § 3 omschreven plaats of plaatsen;

— of er muziek uitgezonden wordt;

— de aard van de geluidsbron en het soort muziek;

— de datum van de aanvang van de uitbating indien deze later is dan 1 januari 1999.

Art. 10. De uitbater van een lokaal/lokalen voor audiovisuele voorstelling en van de drive-in(s), evenals de organisator van festival(s) moeten de beheersmaatschappijen of hun mandataris in staat stellen de inlichtingen die ingevolge artikel 9 moeten worden verschaft, na te gaan evenals alle inlichtingen te verzamelen die de verdeling van de rechten mogelijk maken.

De uitbater van een lokaal/lokalen voor audiovisuele voorstelling en van de drive-in(s), evenals de organisator van festival(s) moeten de beheersmaatschappijen of hun mandataris toestaan zonder voorafgaande verwittiging de plaatsen bepaald in artikel 3, § 1, § 2 of § 3 op elk ogenblik tijdens de regelmatige openingsuren gratis te betreden.

Afdeling 5. — Overgangs- en slotbepaling

Art. 11. Huidig akkoord wordt gesloten voor een onbepaalde duur.

De tarieven van de billijke vergoeding zijn geldig vanaf 1 januari 1999 tot 31 december 2004.

De betaling vanaf 1 januari 1999 tot 31 december 2004 van de bedragen verschuldigd bij toepassing van het huidige akkoord bevrijdt zijn debiteur van de betaling van de billijke vergoeding vanaf de inwerkingtreding van het artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 tot 31 december 2004.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 13 december 1999.

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

F. 1999 — 4085

[S - C - 99/10162]

13 DECEMBRE 1999. — Arrêté royal rendant obligatoire la décision du 10 septembre 1999 relative à la rémunération équitable due par les points d'exploitation affectés à la promotion, la vente ou la location de biens ou de services, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, notamment l'article 42;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la décision du 10 septembre 1999 reprise en annexe, relative à la rémunération équitable due par les points d'exploitation affectés à la promotion, la vente ou la location de biens ou de services, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.

N. 1999 — 4085

[S - C - 99/10162]

13 DECEMBER 1999. — Koninklijk besluit houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 10 september 1999 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbatingspunten gebruikt voor de promotie, de verkoop of de verhuur van goederen en diensten, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, inzonderheid artikel 42;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen bindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen beslissing van 10 september 1999, genomen door de commissie zoals bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbatingspunten gebruikt voor de promotie, de verkoop of de verhuur van goederen en diensten.

Art. 2. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Annexe

Convention relative à la rémunération équitable due par les points d'exploitation affectés à la promotion, la vente ou la location de biens ou de services

Section 1re. — Champ d'application

Article 1^{er}. En exécution des articles 41 et 42 de la loi du 30 juin 1994 donnant droit au profit des producteurs de phonogrammes et des artistes interprètes ou exécutants au paiement d'une rémunération équitable pour la communication publique de phonogrammes, la présente convention détermine le montant de ladite rémunération pour la communication directe ou indirecte de phonogrammes dans les points d'exploitation, tels que définis à l'article 3.

Art. 2. La rémunération équitable est due par l'exploitant. Elle est due dans son intégralité et est indivisible. Elle est payable anticipativement aux échéances fixées par les sociétés de gestion ou leur mandataire.

Section 2. — Définitions

Art. 3. Au sens de la présente convention, il faut entendre par :

Point d'exploitation : Tout lieu ou local, accessible au public et quelles que soient les conditions mises à cet accès, affecté à la promotion, la vente ou l'offre en vente, la location ou sous-location, l'offre en location ou en sous location, l'échange ou l'offre d'échange, l'achat ou l'offre d'achat de biens ou de services, à l'exclusion de la vente ou l'offre en vente de biens meubles corporels à titre principal et plus généralement des activités visées par d'autres conventions.

Diffusion occasionnelle de musique : communication de musique dans tout lieu ou local accessible au public et quelles que soient les conditions mises à cet accès, utilisé à l'occasion d'un événement quelconque de nature temporaire pour l'exercice temporaire d'une des activités définies sous I ci-dessus.

Exploitant : toute personne physique ou morale qui à quelque titre ou en quelque qualité que ce soit exploite ou pour le compte de laquelle est exploité un lieu ou local tel que défini sous I ci-dessus ou qui, à l'occasion d'un événement quelconque de nature temporaire, exerce ou organise une des activités reprises sous I ci-dessus.

Sociétés de gestion : les sociétés de gestion collective représentatives des artistes-interprètes et exécutants et des producteurs de phonogrammes ou leurs mandataires chargés de la perception de la rémunération équitable.

Surface d'exploitation : la surface des lieux ou locaux tels que définis sous I ci-dessus où il y a une communication publique de phonogrammes.

Rémunération équitable : la rémunération annuelle due pour toute communication directe ou indirecte des phonogrammes. Par annuelle, il faut entendre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année civile.

Point d'exploitation saisonnier : tout point d'exploitation fermé plus de trois mois successifs dans le courant d'une année civile.

Services : toute prestation effectuée pour autrui soit moyennant paiement, rémunération ou honoraires, soit gratuitement.

Section 3. — Rémunération équitable

Sous-section 1^{re}. — Tarif des points d'exploitation

Art. 4. Le montant de la rémunération équitable est fixé en fonction de la surface d'exploitation indépendamment du nombre de jours d'ouverture selon le tarif suivant en BEF hors TVA :

Art. 2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 december 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Bijlage

Overeenkomst inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbatingspunten gebruikt voor de promotie, de verkoop of de verhuur van goederen en diensten

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Artikel 1. In uitvoering van de artikelen 41 en 42 van de wet van 30 juni 1994 die de producenten van fonogrammen en uitvoerende kunstenaars recht geeft op de betaling van een billijke vergoeding voor de openbare mededeling van fonogrammen, bepaalt deze overeenkomst het bedrag van de genoemde vergoeding voor de directe of indirecte mededeling van fonogrammen in de uitbatingspunten, zoals bepaald onder artikel 3.

Art. 2. De billijke vergoeding is verschuldigd door de uitbater. Zij is in haar geheel verschuldigd en ondeelbaar. Zij moet vooraf worden betaald op de door de beheersmaatschappijen of hun mandataris vastgestelde vervaldagen.

Afdeling 2. — Bepalingen

Art. 3. In de zin van deze overeenkomst wordt verstaan onder :

Uitbatingspunt : Elke voor het publiek toegankelijke plaats of lokaal ongeacht de voorwaarden die gesteld worden aan de toegang, gebruikt voor de promotie, de verkoop of aanbidding tot verkoop, de verhuring of de onderverhuring de aanbidding tot verhuring of tot onderverhuring, het ruilen of de aanbidding tot ruilen, de aankoop of de aanbidding tot aankoop van goederen of diensten, met uitsluiting van de activiteiten die hoofdzakelijk bestaan uit de verkoop of de aanbidding tot verkoop van materiële roerende goederen en meer algemeen met uitsluiting van de activiteiten vermeld in andere overeenkomsten.

Tijdelijke muziekuitzending : mededeling van muziek in elke voor het publiek toegankelijke plaats of lokaal, ongeacht de voorwaarden die gesteld worden aan de toegang waar, ter gelegenheid van om het even welk evenement van tijdelijke aard, een van de activiteiten hernomen onder I hierboven tijdelijk uitgeoefend wordt.

Uitbater : elke natuurlijke of rechtspersoon die in om het even welke hoedanigheid een plaats of lokaal zoals bepaald onder I hierboven uitbaat of voor wiens rekening een plaats of lokaal zoals bepaald onder I hierboven uitgebaat wordt of die, ter gelegenheid van om het even welk evenement van tijdelijke aard, een van de hierboven vermelde activiteiten uitoefent of organiseert.

Beheersmaatschappijen : de collectieve beheersmaatschappijen van nevenrechten, vertegenwoordigers van de uitvoerende kunstenaars en van de producenten van fonogrammen of hun mandatarissen belast met de inning van de bedragen van de billijke vergoeding.

Uitbatingsoppervlakte : de oppervlakte van de plaatsen of lokalen zoals bepaald onder I hierboven waar er een openbare mededeling van fonogrammen plaats vindt.

Billijke vergoeding : de jaarlijkse vergoeding verschuldigd voor elke rechtstreekse of onrechtstreekse mededeling van fonogrammen. Onder jaarlijks verstaat men de periode van 1 januari tot en met 31 december van elk kalenderjaar.

Seizoengebonden uitbatingspunt : elk uitbatingspunt dat meer dan drie opeenvolgende maanden in de loop van een kalenderjaar gesloten is.

Diensten : elke prestatie uitgevoerd voor derden ofwel tegen betaling, vergoeding of honoraria, ofwel gratis.

Afdeling 3. — Billijke vergoeding

Onderafdeling 1. — Tarief van de uitbatingspunten

Art. 4. Het bedrag van de billijke vergoeding wordt bepaald in functie van de uitbatingsoppervlakte en ongeacht het aantal openingdagen overeenkomstig het hierna vermeld tarief in BEF exclusief BTW :

Surface d'exploitation	Montant de la rémunération	Uitbatingsoppervlakte	Bedrag van de vergoeding
0 à 200 m2	1 800 BEF	0 tot 200 m2	1 800 BEF
201 à 400 m2	2 500 BEF	201 tot 400 m2	2 500 BEF
401 à 600 m2	3 000 BEF	401 tot 600 m2	3 000 BEF
601 à 800 m2	3 500 BEF	601 tot 800 m2	3 500 BEF
801 à 1 000 m2	4 000 BEF	801 tot 1 000 m2	4 000 BEF
1 001 à 1 200 m2	5 000 BEF	1 001 tot 1 200 m2	5 000 BEF
1 201 à 1 500 m2	6 000 BEF	1 201 tot 1 500 m2	6 000 BEF
1 501 à 2 000 m2	8 000 BEF	1 501 tot 2 000 m2	8 000 BEF
2 001 à 3 000 m2	10 000 BEF	2 001 tot 3 000 m2	10 000 BEF
3 001 à 4 000 m2	11 500 BEF	3 001 tot 4 000 m2	11 500 BEF
4 001 à 5 000 m2	13 000 BEF	4 001 tot 5 000 m2	13 000 BEF
5 001 à 7 500 m2	14 500 BEF	5 001 tot 7 500 m2	14 500 BEF
7 501 à 10 000 m2	16 000 BEF	7 501 tot 10 000 m2	16 000 BEF
plus de 10 000 m2	18 000 BEF	meer dan 10 000 m2	18 000 BEF

Sous-section 2. — Tarif pour la diffusion occasionnelle de musique

Onderafdeling 2. — Tarief voor de tijdelijke muziekuitzending

Art. 5. Le montant de la rémunération équitable est fixé comme suit en BEF et hors T.V.A. :

Art. 5. Het bedrag van de billijke vergoeding wordt als volgt bepaald in BEF exclusief BTW :

Surface	Prix par période entamée de 48 heures	Uitbatings	Prijs per begonnen periode van 48 uren
0 à 200 m2	360 BEF	0 tot 200 m2	360 BEF
201 à 400 m2	500 BEF	201 tot 400 m2	500 BEF
401 à 600 m2	600 BEF	401 tot 600 m2	600 BEF
601 à 800 m2	700 BEF	601 tot 800 m2	700 BEF
801 à 1 000 m2	800 BEF	801 tot 1 000 m2	800 BEF
1 001 à 1 200 m2	1 000 BEF	1 001 tot 1 200 m2	1000 BEF
1 201 à 1 500 m2	1 200 BEF	1 201 tot 1 500 m2	1 200 BEF
1 501 à 2 000 m2	1 600 BEF	1 501 tot 2 000 m2	1 600 BEF
2 001 à 3 000 m2	2 000 BEF	2 001 tot 3 000 m2	2 000 BEF
3 001 à 4 000 m2	2 300 BEF	3 001 tot 4 000 m2	2 300 BEF
4 001 à 5 000 m2	2 600 BEF	4 001 tot 5 000 m2	2 600 BEF
5 001 à 7 500 m2	2 900 BEF	5 001 tot 7 500 m2	2 900 BEF
7 501 à 10 000 m2	3 200 BEF	7 501 tot 10 000 m2	3 200 BEF
plus de 10 000 m2	3 600 BEF	meer dan 10 000 m2	3 600 BEF

A défaut de pouvoir calculer la surface, on se réfère au nombre de haut-parleurs.

Wanneer de oppervlakte niet kan berekend worden, beroept men zich op het aantal luidsprekers.

Nombre de haut-parleurs	Prix par période entamée de 48 heures	Aantal luidsprekers	Prijs per begonnen periode van 48 uren
01 à 02	360 BEF	01 tot 02	360 BEF
03 à 05	500 BEF	03 tot 05	500 BEF
06 à 10	600 BEF	06 tot 10	600 BEF
11 à 15	700 BEF	11 tot 15	700 BEF
16 à 20	800 BEF	16 tot 20	800 BEF
21 à 25	1 000 BEF	21 tot 25	1 000 BEF
26 à 30	1 200 BEF	26 tot 30	1 200 BEF
31 à 40	1 600 BEF	31 tot 40	1 600 BEF
41 à 50	2 000 BEF	41 tot 50	2 000 BEF
51 à 60	2 300 BEF	51 tot 60	2 300 BEF
61 à 70	2 600 BEF	61 tot 70	2 600 BEF
71 à 90	2 900 BEF	71 tot 90	2 900 BEF
91 à 110	3 200 BEF	91 tot 110	3 200 BEF
plus de 110	3 600 BEF	meer dan 110	3 600 BEF

Toute période entamée de 48 heures au cours de laquelle il y a une communication publique directe ou indirecte de phonogrammes est due dans son intégralité et est indivisible.

Elle est calculée à partir de l'heure du début de l'exercice temporaire d'une des activités reprises à l'article 3, 1.

Le paiement pour la diffusion occasionnelle de musique ne peut être supérieur au tarif prévu pour la même surface à l'article 4.

Sous-section 3. — Indexation

Art. 6. Les montants mentionnés dans la présente convention sont indexés annuellement au 1^{er} janvier de chaque année sur base de l'évolution de l'indice santé de l'année écoulée suivant la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de base} \times \text{nouvel indice}}{\text{Indice de base}}$$

L'indice de base est celui en vigueur en décembre 1998. Le nouvel indice est celui qui interviendra successivement au 1^{er} janvier de chaque année subséquente.

Lorsque le montant indexé exprimé en BEF comporte une décimale, il est arrondi à l'unité inférieure.

Sous-section 4. — Tarification forfaitaire

Art. 7. L'exploitant qui après un premier rappel omet de communiquer conformément à l'article 10 les éléments nécessaires à l'établissement de la rémunération équitable est présumé exploiter, pour le calcul de la rémunération équitable, un lieu ou local tel que défini à l'article 3, 1 d'une surface d'exploitation justifiant le paiement à titre de rémunération équitable de 18 000 BEF.

Sous-section 5. — Tarification spécifique

Art. 8. Lorsque le point d'exploitation est ouvert pour la première fois en cours d'année civile, une rémunération équitable sera due pour cette année civile au prorata du nombre de mois civils complets restant à courir jusqu'à la fin de cette année.

Art. 9. Pour les points d'exploitation saisonniers, le montant de la rémunération équitable est équivalent au montant fixé en application de l'article 4 divisé par 10 et multiplié par le nombre de mois civils complets durant lesquels le point d'exploitation est ouvert.

Section 4. — Procédure

Sous-section 1. — Informations

Art. 10. Dans les trente jours de la demande des sociétés de gestion ou de leur mandataire, l'exploitant est tenu, au moyen d'un formulaire approprié, de leur fournir par écrit et par point d'exploitation les informations suivantes:

I. Point d'exploitation.

son nom et/ou la raison sociale et l'adresse, le numéro d'immatriculation au registre de commerce, le numéro de T.V.A., ainsi que le nom et la qualité de la personne chargée de la gestion journalière et de la communication des informations;

s'il diffuse de la musique;

Elke begonnen periode van 48 uur, tijdens dewelke er een directe of indirecte mededeling van fonogrammen is, is in haar geheel verschuldigd en ondeelbaar.

Zij wordt berekend vanaf het beginuur van de tijdelijke uitoefening van een van de activiteiten bepaald onder artikel 3, 1.

De betaling voor de occasionele uitzending van muziek mag niet hoger zijn dan het tarief dat onder artikel 4 voor eenzelfde oppervlakte voorzien is.

Onderafdeling 3. — Indexering

Art. 6. De bedragen vermeld in deze overeenkomst worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari van elk jaar op basis van de evolutie van de gezondheidsindex van het afgelopen jaar volgens volgende formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{nieuwe index}}{\text{Basisindex}}$$

De basisindex is de index van kracht in december 1998. De nieuwe index is deze die vervolgens per 1 januari van elk daarop volgend jaar toegepast zal worden.

Wanneer het geïndexeerde bedrag, uitgedrukt in BEF, een decimaal vertoont, dan wordt het bedrag naar beneden afgerond.

Onderafdeling 4. — Forfaitaire tarificatie

Art. 7. De uitbater die, na een eerste herinnering, nalaat overeenkomstig artikel 10 de elementen mee te delen die nodig zijn voor het opstellen van de billijke vergoeding wordt verondersteld een plaats of een lokaal uit te baten zoals bepaald onder artikel 3, punt 1, met een uitbatingsoppervlakte die de betaling als billijke vergoeding van 18 000 BEF rechtvaardigt.

Onderafdeling 5. — Specifieke tarificatie.

Art. 8. Wanneer een uitbatingspunt voor de eerste keer in de loop van het kalenderjaar geopend wordt, zal de billijke vergoeding voor dat kalenderjaar verschuldigd zijn, pro rata het nog tot het einde van het jaar te lopen aantal volledige kalendermaanden.

Art. 9. Voor seizoengebonden uitbatingspunten, is het bedrag van de billijke vergoeding gelijk aan het bedrag bepaald door toepassing van artikel 4, gedeeld door 10 en vermenigvuldigd met het aantal volledige kalendermaanden gedurende dewelke het uitbatingspunt geopend is.

Afdeling 4. — Procedure

Onderafdeling 1. — Inlichtingen

Art. 10. Binnen de 30 dagen volgend op de aanvraag van de beheersmaatschappijen of hun mandataris, moet de uitbater hen door middel van een speciaal formulier schriftelijk en per uitbatingspunt volgende inlichtingen verschaffen :

I. Uitbatingspunt.

zijn naam en/of de firmanaam en het adres, het inschrijvingsnummer in het handelsregister, het BTW nummer, evenals de naam en de hoedanigheid van de persoon die belast is met het dagelijks bestuur en met het verschaffen van de inlichtingen;

of hij muziek uitzendt;

la surface d'exploitation exprimée en m²;

le type d'activité exercée dans le point d'exploitation et sa localisation;

la date du début d'exploitation si celle-ci est postérieure au 31 décembre 1997;

la nature de la source de la diffusion musicale et le type de musique.

II. En cas de diffusion occasionnelle

outre les points 1 - 2 - 3 - 6 ci-dessus :

— la durée de l'exercice temporaire de l'activité (jour et heure de début, jour et heure de fin)

— le cas échéant, le nombre de haut-parleurs

— lieu d'exercice de l'activité.

Art. 11. La surface d'exploitation à déclarer est la surface exploitée au 1^{er} janvier de l'année civile pour laquelle la rémunération équitable est due. Pour les points d'exploitation ouvrant pour la première fois en cours d'année, la surface d'exploitation pour la 1^{re} année d'activité est la surface du début de l'activité.

Sous-section 2. — Paiement de la rémunération équitable

Art. 12. Le montant de la rémunération équitable est perçu sur base d'une invitation à payer établie par les sociétés de gestion ou leur mandataire.

Art. 13. Lorsqu'une personne physique ou morale exploite plusieurs points d'exploitation, une seule invitation à payer globale reprenant l'ensemble des montants dus peut être adressée à ladite personne.

Art. 14. L'exploitant qui omet de payer la rémunération équitable dans les délais impartis sera tenu au paiement sans mise en demeure préalable, d'intérêts de retard calculés au tarif légal en vigueur à dater de la date d'échéance, avec un minimum de 300 BEF.

Section 5. — Contrôle

Art. 15. L'exploitant qui communique des éléments incorrects, à la suite desquels un montant inférieur au montant réellement dû est payé, devra s'acquitter du solde restant dû majoré des intérêts de retard. Ces intérêts sont calculés au taux légal, à compter de la date de l'invitation à payer établie sur base de la déclaration incorrecte.

Art. 16. La rémunération équitable régulièrement payée par le cédant pour une année civile déterminée, n'est plus due pour cette période par le nouvel exploitant.

Art. 17. L'exploitant doit permettre aux sociétés de gestion et à leurs mandataires de vérifier l'information qui doit être transmise en exécution de l'article 10, ainsi que de réunir les renseignements qui permettent la répartition des droits.

L'exploitant doit permettre aux sociétés de gestion et à leurs mandataires autres que les agents visés à l'article 74 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins d'accéder aux points d'exploitation, à tout moment pendant les heures d'ouverture régulières de ceux-ci, sans notification préalable, mais moyennant le respect des impératifs de bonne gestion des points d'exploitation.

Si les sociétés de gestion ou leurs mandataires désirent accéder au point d'exploitation en dehors des heures d'ouverture régulières, ils doivent en faire la demande par écrit, au moins huit jours avant la date de la visite.

de uitbatingsoppervlakte uitgedrukt in m²;

het soort van activiteit die in het uitbatingspunt uitgeoefend wordt en het exploitatieadres;

de datum van het begin van de uitbating indien deze na 31 december 1997 plaatsvindt;

de oorsprong van de bron van de muzikale uitzending en het soort muziek.

II. Ingeval van tijdelijke uitzending

naast de punten 1 - 2 - 3 - 6 hierboven :

— de duur van de tijdelijke uitoefening van de activiteit (dag en uur van het begin, dag en uur van het einde)

— zonodig het aantal luidsprekers

— plaats waar de activiteit wordt uitgeoefend.

Art. 11. De uitbatingsoppervlakte die gemeld moet worden is de oppervlakte die reeds in gebruik is op 1 januari van het kalenderjaar voor hetwelke de billijke vergoeding verschuldigd is. Voor de uitbatingspunten die voor de 1^e maal geopend worden in de loop van het jaar, is de uitbatingsoppervlakte voor het eerste uitbatingsjaar de oppervlakte bij het starten van de activiteit.

Onderafdeling 2. — Betaling van de billijke vergoeding

Art. 12. Het bedrag van de billijke vergoeding wordt geïnd door middel van een door de beheersvennootschappen of hun mandataris opgestelde uitnodiging tot betalen.

Art. 13. Wanneer een natuurlijke persoon of een rechtspersoon verschillende uitbatingspunten uitbaat, kan een globale uitnodiging tot betaling, met de vermelding van alle verschuldigde bedragen aan deze persoon gericht worden.

Art. 14. De uitbater die nalaat de billijke vergoeding te betalen binnen de opgelegde termijnen zal, zonder voorafgaandelijke ingebrekestelling, onderworpen worden aan de nalatighedsinteresten berekend volgens het wettelijk van kracht zijnde tarief vanaf de vervaldag met een minimum van 300 BEF.

Afdeling 5. — Controle

Art. 15. De uitbater die onjuiste elementen meedeelt, ten gevolge van dewelke hij een lager bedrag betaalt dan hij in werkelijkheid moet, zal het resterende saldo vermeerderd met nalatighedsinteresten moeten betalen. Deze interesten worden aan het wettelijke percentage berekend vanaf de datum van de uitnodiging tot betalen die op basis van een onjuiste verklaring opgesteld werd.

Art. 16. De billijke vergoeding geregeld betaald door de cedent voor een bepaald kalenderjaar, zal voor deze periode niet meer verschuldigd zijn door de nieuwe uitbater.

Art. 17. De uitbater moet de beheersmaatschappij of haar mandataris toelaten de inlichtingen die in uitvoering van artikel 10 moeten overgemaakt worden na te gaan, evenals de inlichtingen te verzamelen die de repartitie van de rechten toelaat.

De uitbater moet de beheersmaatschappij of aan haar mandataris andere dan de personen omschreven in artikel 74 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de nevenrechten toelaten de uitbatingspunten te betreden op elke ogenblik tijdens de regelmatige openingsuren van deze uitbatingspunten zonder voorafgaande verwittiging, maar de voorschriften voor het goede beheer van de uitbatingspunten respecterend.

Indien de beheersmaatschappij of naar mandataris wenst het uitbatingspunt te betreden buiten de normale openingsuren, dan moet zij schriftelijk een aanvraag indienen, ten minste 8 dagen voor de bezoekdatum.

Section 6. — Disposition transitoire

Art. 18. La présente convention s'applique à partir du 8 juillet 1996.

Toutefois pour les exploitants qui ont débuté leur activité avant le 1^{er} janvier 1998 la rémunération équitable due pour la période du 8 juillet 1996 au 31 décembre 1997 est réduite forfaitairement à 50 % de la rémunération équitable annuelle prévue à l'article 4. Ce paiement ainsi que le paiement pour l'année 1998 sont exigibles en même temps que l'invitation à payer pour l'année 1999.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 13 décembre 1999.

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Afdeling 6. — Overgangsbepaling

Art. 18. De onderhavige overeenkomst wordt toegepast vanaf 8 juli 1996.

Voor de uitbaters die hun activiteit aangevangen hebben voor 1 januari 1998 zal de billijke vergoeding, verschuldigd voor de periode van 8 juli 1996 tot 31 december 1997, forfaitair verminderd worden tot 50 % van de jaarlijkse billijke vergoeding voorzien in artikel 4. Deze betaling evenals de betaling voor het jaar 1998 zijn samen met de uitnodiging tot betalen voor 1999 opeisbaar.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 13 december 1999.

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

F. 1999 — 4086

[99/10207]

15 DECEMBRE 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant création d'un service pour les aumôniers appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires et fixant leur statut administratif et pécuniaire

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant création d'un service pour les aumôniers appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires et fixant leur statut administratif et pécuniaire, notamment l'article 31, remplacé par l'arrêté royal du 4 août 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'exécution de l'arrêté royal du 13 juin 1999 ne pourra être réalisée à la date du 1^{er} janvier 2000 et que les organes représentatifs compétents sont dans l'impossibilité de transmettre pour cette date les données nécessaires au fonctionnement du service;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 31 de l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant création d'un service pour les aumôniers appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires et fixant leur statut administratif et pécuniaire, remplacé par l'arrêté royal du 4 août 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001. »

Art. 2. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 15 décembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

N. 1999 — 4086

[99/10207]

15 DECEMBER 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 houdende oprichting van een dienst voor aalmoezeniers behorende tot één van de erkende erediensten en morele consulenten bij de strafinrichtingen en tot vaststelling van hun administratief en geldelijk statuut

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juni 1999 houdende oprichting van een dienst voor aalmoezeniers behorende tot één van de erkende erediensten en morele consulenten bij de strafinrichtingen en tot vaststelling van hun administratief en geldelijk statuut, inzonderheid op artikel 31, vervangen bij koninklijk besluit van 4 augustus 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de uitvoering van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 niet op 1 januari 2000 kan gerealiseerd worden en dat de bevoegde representatieve organen in de onmogelijkheid verkeren de gegevens noodzakelijk voor de werking van de dienst voor die datum over te maken;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 31 van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 houdende oprichting van een dienst voor aalmoezeniers behorende tot één van de erkende erediensten en morele consulenten bij de strafinrichtingen en tot vaststelling van hun administratief en geldelijk statuut, vervangen bij koninklijk besluit van 4 augustus 1999, wordt vervangen als volgt :

« Art. 31. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2001. »

Art. 2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 december 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN